

Solidaires des migrants

Mouloud Idir

Number 801, March–April 2019

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/90291ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Idir, M. (2019). Solidaires des migrants. *Relations*, (801), 9–10.

Danser dans les CHSLD

Au cœur de la réalité souvent difficile vécue dans les centres d'hébergement de soins de longue durée (CHSLD) percent parfois des éclairs de beauté et d'humanité. Des musiciens, des poètes et même des clowns viennent y briser la solitude et adoucir le quotidien des personnes qui y vivent. Plus étonnant, la danse y fait aussi vibrer les corps et les cœurs. Depuis plus de quatre ans, Ariane Boulet et les danseurs qui l'accompagnent dans son projet *Mouvement de passage* créent en effet des rencontres inédites avec ces personnes. Ils les invitent «à redécouvrir et réhabiliter leur corps, ou à l'oublier pour un moment», sans obligation, sans visée thérapeutique, en étant simplement dans l'échange, le contact sensible, l'intuition, le moment présent. Loin de ce à quoi on associe généralement la danse – l'énergie, la vivacité, la force –, l'expérience se tisse sur le fil de la fragilité, des limites, voire de l'immobilité des personnes vieillissantes ou malades. Touchante, déroutante, parfois comique, elle suscite «des instants de réminiscence, de lucidité, de conscience, des crises de larmes ou des éclats de rire¹». Surtout, chacun et chacune, danseurs comme résidents, découvrent une zone mystérieuse où le don de quelque chose de soi – et l'accueil de ce don – se trouvent réinventés.



Photo: Emily Gan

Ariane Boulet travaille aussi à la création d'une œuvre scénique à partir de ce projet inspirant que l'on peut découvrir dans une courte vidéo en ligne (voir : <bit.ly/DanseCHSLD>).

1. «Seul, avec vous – Danser avec l'invisible en CHSLD», 13 septembre 2018, [en ligne] à <quebecdanse.org>.

SOLIDAIRES DES MIGRANTS

En novembre dernier, la capitale mexicaine a accueilli la 8^e édition du Forum social mondial sur les migrations.

Mouloud Idir

L'auteur est responsable du secteur Vivre ensemble du Centre justice et foi

Que le Forum social mondial sur les migrations (FSMM) ait eu lieu au Mexique n'est pas fortuit, tant le pays se trouve au croisement de nombreux enjeux en lien avec les questions migratoires. Il s'agit, en effet, d'un pays d'accueil, de transit et de départ de migrants et d'un pays où les mouvements sociaux espèrent infléchir le poids des discours sécuritaires et hostiles aux personnes migrantes, grâce à l'arrivée au pouvoir du candidat de la gauche mexicaine, Andrés Manuel López Obrador, cela dans un contexte politique national

marqué par l'hostilité de l'administration étasunienne envers les ressortissants mexicains et latino-américains.

Cet événement altermondialiste doit être vu comme un lieu de plaidoyer et d'organisation stratégique sur ces enjeux de grande importance, qui ne peuvent être laissés aux seuls États d'accueil du Nord et à des organisations internationales inféodées aux entreprises privées, comme l'OCDE. Il visait à dépasser la perspective dominante, fondée sur une approche «sûre, ordonnée et régulière» des migrations, selon les termes du récent Pacte mondial des migrations de l'ONU, pour proposer une vision démocratique fondée sur l'accueil, la protection, la promotion et l'intégration des migrants, réaffirmant ainsi la mobilité en tant que droit essentiel de l'être humain.

À cet égard, des critiques ont été émises à l'encontre du Pacte mondial de l'ONU sur la migration, signé à Marrakech en décembre dernier. Elles insistaient, à juste titre, sur le fait que celui-ci ne propose pas de véritable voie permettant de résister aux évolutions inquiétantes des discours et des pratiques politiques d'hyper fermeture à la migration. La crainte exprimée tient au fait que

ce pacte risque entre autres de servir à justifier des politiques d'exclusion des migrants et à concrétiser les velléités des États (surtout) du Nord, en faveur d'une immigration utile et choisie (qui vide les pays du Sud de personnes compétentes).

Parmi les points particulièrement inquiétants qui ont fait l'objet d'analyses lors des nombreuses activités et ateliers, on trouve entre autres la mise à l'écart de la Convention internationale de protection des travailleurs migrants et des membres de leurs familles; l'insistance mise par les États sur l'instauration d'une gestion uniformisée et commune des données (incluant les données biométriques) sur les migrations et les personnes migrantes; le recours à la détention de migrants, aux centres de rétention et à des lois criminalisant les migrants.

Les nombreux ateliers du FSMM ont rappelé que les recherches pointues et rigoureuses menées à l'échelle internationale ne manquent pas. Plaidant en faveur de politiques migratoires plus ouvertes, celles-ci révèlent les méfaits des politiques qui entravent la mobilité des personnes ou tentent de la dissuader, parmi lesquels on compte l'absence de protection pour

Pour un filet social fort

Alors que le gouvernement caquiste annonçait en janvier dernier de nouvelles vagues de compressions dans plusieurs ministères malgré les importants surplus budgétaires, la Coalition main rouge et la campagne Engagez-vous pour le communautaire ont lancé un appel à la mobilisation. Les deux regroupements réclament un réinvestissement massif dans les services publics et un meilleur soutien des organismes d'action communautaire autonome. Le 20 février dernier, à l'occasion de la Journée mondiale de la justice sociale, des actions et manifestations ont été organisées dans plusieurs régions du Québec. Voir <nonauxhausses.org>.

Hausse des crimes haineux au Canada

Les crimes haineux déclarés par la police ont connu une forte augmentation en 2017, selon les nouvelles données compilées par Statistique Canada. Au total, 2073 crimes haineux ont été déclarés, contre 1409 en 2016, une hausse de 47% en grande partie attribuable aux crimes contre les biens (vandalisme, graffitis, etc.) motivés par la haine des juifs, des musulmans et des Noirs. C'est en Ontario (+67%) et au Québec (+50%) que l'augmentation a été la plus marquée. Fait important, les crimes contre les musulmans sont en forte hausse : au Québec, ils ont presque triplé par rapport à 2016, et une grande partie ont été déclarés en février 2017, le mois suivant l'attentat à la grande mosquée de Québec. Si, dans l'ensemble, ces augmentations peuvent en partie s'expliquer par une hausse des signalements faits par le public, il reste qu'une grande proportion des crimes haineux répertoriés lors du dernier recensement n'ont pas été dénoncés à la police.

celles et ceux qui fuient des guerres, des dictatures ou des désordres politiques; l'errance dans des parcours précaires; la vulnérabilité face aux trafiquants de toutes sortes; et la mort qui guette celles et ceux qui tentent de traverser malgré tout les frontières terrestres et maritimes, comme l'ont rappelé avec émotion et dignité les nombreux témoignages de membres de familles de migrants disparus.

Au sujet du pacte de l'ONU, des acteurs présents à Mexico ont pointé le fait que c'est l'Organisation internationale des migrations, récemment intégrée à l'ONU, qui a imposé son paradigme et son vocabulaire, parlant, par exemple, de «bonne gestion des frontières» et de défense de «migrations sûres, ordonnées et régulières». Dotée d'importants moyens financiers et matériels, c'est cette organisation qui coordonne aujourd'hui les rares efforts intergouvernementaux destinés à «réguler» les migrations à une échelle globale, les autres agences et acteurs onusiens étant marginalisés. La dépolitisation des enjeux guette sur ce plan, au profit d'un modèle technocratique de bonne gouvernance migratoire.

Face à tout cela, les organisations réunies à Mexico ont fait le choix d'être aux côtés des personnes migrantes et de leurs familles, en luttant pour le respect de leurs droits fondamentaux et de leur dignité humaine. «Face aux défis migratoires d'aujourd'hui, face à la montée des discours et actes populistes, discriminatoires et racistes, [...] la seule réponse sensée est celle de la solidarité et de l'égalité des droits pour tous», peut-on lire dans la déclaration finale.

Le principe démocratique du *droit aux droits* –éminemment politique et conflictuel– doit être au cœur de nos réflexions sur cette question. Il faut sans cesse l'actualiser, le confronter à de nouveaux contextes historiques qui en redéfinissent à chaque fois les modalités et, surtout, chercher à en approfondir la portée. Car ce dont il est ici question, au final, c'est l'idée, au cœur de la démocratie, que les droits sont toujours conquis de haute lutte. ☺

CAMEROUN : UNE DÉMOCRATISATION ÉTOUFFÉE

Le président Biya, qui dirige le pays d'Afrique centrale depuis 36 ans, vient d'être reporté au pouvoir à l'issue d'élections contestées.

Élodie Ekobena

L'auteure est chargée de projets au secteur Vivre ensemble du Centre justice et foi

Sans grande surprise, le Cameroun a vu son président Paul Biya être réélu pour un 8^e mandat consécutif à l'issue des élections présidentielles d'octobre 2018, entachées d'irrégularités et de maquillages constitutionnels dénoncés par l'opposition. Le président sortant, en poste depuis 1982, l'a ainsi emporté avec



**PRESSE-TOI
À GAUCHE!**

*Une tribune libre
pour la gauche québécoise
en marche !*

www.pressegauche.org